

Pistes de réflexion quant à la nécessité d'une réforme bancaire et financière pour une diversification de l'offre de financement et une dynamisation du marché du crédit en Algérie

Avenues for reflection on the need for banking and financial reform for a diversification of the financing offer and a revitalization of the credit market in Algeria

LAZREG Mohammed

Université de Sidi bel abbes, m.lazreg222@yahoo.fr

Reçu le :15/11/2023

Accepté le : 15/12/2023

Résumé:

La réforme du système bancaire et financier constitue l'ossature principale pour un développement économique. Aussi, la performance bancaire et la bourse des valeurs mobilières constituent le talon d'Achille pour une émergence de l'économie nationale. Les objectifs de notre communication sont les suivants : Le premier objectif de notre modeste communication est de mettre en relief que L'Algérie s'est orientée vers l'économie de marché. En fait, le passage d'une économie d'endettement, une économie où les entreprises sont financées essentiellement par le crédit, à une économie de marché où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance, implique à notre sens une réforme globale du schéma de financement de l'économie nationale. Le deuxième objectif est de mettre en exergue les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une dynamisation du secteur bancaire et financier en Algérie.

Mots clés: Système bancaire et financier ; Bourse des valeurs mobilières ; Leviers fondamentaux ; gouvernance ; financement.

Jel Classification Codes: L30; O04.

Abstract:

The reform of the banking and financial system constitutes the main framework for economic development. Also, banking performance and the stock market are the Achilles heel for the emergence of the national economy. The objectives of our communication are as follows: The first objective of our modest communication is to highlight that Algeria has moved towards a market economy. In fact, the transition from a debt economy, an economy where companies are financed essentially by credit, to a market economy where the capital market plays a main role in growth, implies in our view a global reform of the plan for financing the national economy. The second objective is to highlight the fundamental levers to be implemented for a revitalization of the banking and financial sector in Algeria.

Keywords: Banking and financial system; Stock Exchange; Fundamental levers; governance ; funding.

Jel Classification Codes : L30; O04.

Introduction :

(Mihoubi, 1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose.

Pour (Sari, 2011) le secteur financier joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation. Un secteur financier efficace permet aux ménages de maintenir leur consommation en temps troubles et aide les entreprises à opérer les adaptations conjoncturelles des facteurs de production.

Dans les pays qui sont pleinement et de longue date établis dans l'économie de marché, les banques sont organisées pour s'assurer avec les agents économiques, des relations étroites, permanentes et multiformes. A l'époque actuelle, la banque se conçoit comme une banque universelle organisée autour d'un réseau d'agences denses et de filiation d'exploitation spécialisée dans les métiers bancaires connexes et annexes à l'intermédiation. Afin de diversifier ses revenus, maîtriser ses risques et consolider son portefeuille client, elle accorde une importance vitale à la compétence de ses hommes et à la sophistication de ses moyens techniques (informatiques surtout) et organisationnels (rapidité et efficacité des procédures conciliant coordination et cloisonnement). Tels sont à grands traits, les standards sur lesquels le système bancaire algérien est appelé à s'aligner pour faire face à la mondialisation bancaire qui s'annonce.

En Algérie et dans le contexte des mesures de libéralisation en cours de l'économie, il s'agit pour la banque de soutenir la relance économique dans tous les secteurs d'activité. Les besoins du marché sont importants. Mais cela ne peut se faire que par une autre vision des entreprises et un autre type de relations que celles qui ont souvent prévalu jusqu'à maintenant. Les choix stratégiques dans lesquels est appelée à s'inscrire la relation de la banque à sa clientèle sont transcrits dans une organisation adaptée aux objectifs.

En Algérie, la lente évolution de la sphère réelle, la restructuration encore inachevée du marché intérieur, l'immaturation de certains projets, l'insuffisance de l'offre bancaire et la concurrence souvent déloyale des activités informelles et des produits importés ont fragilisé les relations entreprise-banque et n'ont pas favorisé leur synergie, indispensable à la croissance économique. Le système bancaire et financier doit consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance.

La restructuration du système bancaire en Algérie est à situer dans un plan de réforme d'ensemble qui intégrerait, outre le cadre dans lequel les banques évoluent, l'administration économique de l'Etat, le trésor, la banque d'Algérie et le marché financier. En l'absence d'un véritable plan de réforme d'ensemble coordonné, la restructuration du système bancaire risque d'être illusoire.

Problématique :

Une question centrale est au cœur de notre problématique dans le cadre de notre modeste communication.

- **Quels sont les transformations à mettre en œuvre pour une réforme fondamentale du système bancaire et financier en Algérie ?**

Hypothèse :

Il s'agit pour le système bancaire et financier en Algérie de soutenir la relance économique. Aussi, la performance bancaire et la bourse des valeurs mobilières constituent le talon d'Achille pour une émergence de l'économie nationale. Une économie de marché nécessite un système bancaire et financier puissant, moderne et performant.

Les objectifs de notre communication :

- **Le premier objectif** de notre modeste communication est de mettre en relief que L'Algérie s'est orientée vers l'économie de marché. En fait, le passage d'une économie d'endettement, une économie où les entreprises sont financées essentiellement par le crédit, à une économie de marché où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance, implique à notre sens une réforme globale du schéma de financement de l'économie nationale.
- **Le deuxième objectif** est de mettre en exergue les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une dynamisation du secteur bancaire et financier en Algérie.

Méthodologie :

Notre réflexion concernant le thème de notre communication se caractérise en premier lieu par le recours à la technique documentaire qui nous a permis d'exploiter différents ouvrages pour faciliter notre recherche ayant trait au thème en question. Dans ce cadre, nous avons développé également nos analyses personnelles. La recherche bibliographique nous a permis d'alimenter notre problématique et notre hypothèse. Notre coupure épistémologique, nous a permis de formuler des solutions et des recommandations quant au financement de l'économie en Algérie.

Notre communication est structurée en plusieurs axes que nous tenterons de mettre en lumière ci-dessous.

1. Les lacunes du financement en Algérie : Les banques comme source principale de financement des entreprises

Le financement des entreprises en Algérie se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie.

Tableau 1 : Marché du crédit bancaire en 2020

	Nombre d'agences	Ressources collectées	Montants des crédits	CMLT	Crédits au secteur Public	Crédits au secteur privé
Banques Publiques	1094	86,6	57,1	42	36	21,5
Banques Étrangères	315	13,4	8,9	3		8,5
Total	1409	100	66	45	36	30

Source : Benachenhou A (2021) : L'Algérie. Sortir de la crise. Editions Ed Diwan ; p 226-228

- (Benachenhou, 2021) explique qu'en 2020, le secteur bancaire compte 1409 agences ; soit un guichet pour 25600 habitants contre 1 pour 7437 habitants en Tunisie.
- Le réseau des banques publiques comprend 1094 agences : 78%.
- Les banques étrangères disposent de 315 agences : 22%.
- Les crédits distribués par les banques publiques (57,1 milliards de dollars) se décomposent en crédits à court terme (12 milliards de dollars), crédits à moyen terme (13 milliards de dollars) et crédits à long terme (32 milliards de dollars pour le financement de projets d'investissement notamment, mais pas uniquement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau).

- Les banques publiques assurent la totalité du financement long du secteur public ; soit environ 31,2 milliards de dollars. Elles ont un encours de crédit sur le secteur privé d'environ 21 milliards de dollars et restent la principale source de crédit au secteur privé

1.2. Le financement des PME en Algérie :

1.2.1. Le déploiement et la démultiplication des activités de leasing et le capital risque : outils pour l'accompagnement de la PME/PMI en Algérie

Avec le crédit bancaire et les fonds propres comme quasiment seuls instruments de financement disponibles, les PME nationales n'ont pas vraiment le choix, même si depuis ces dernières années de nouveaux outils de financement comme le leasing sont venus apporter une petite bouffée d'oxygène, visiblement pas assez suffisante. Lors des différents forums, les chefs d'entreprises n'ont pas manqué de souligner le problème de l'accès au financement comme l'une des contraintes majeures accusant les banques d'avoir des liquidités qu'elles préfèrent utiliser pour financer les activités d'importation considérées comme plus rentables et moins risquées. Pendant longtemps, l'idée d'une banque dédiée aux PME, perçue comme la panacée a été avancée sans pour autant voir le jour. Mais le fait qu'il n'y ait pas de banque spécialisée dans la PME ne signifie pas que les banquiers doivent être limités dans leur soutien aux entreprises uniquement au financement. Il ya quelque chose à apporter aux PME, à la périphérie du financement comme le conseil et l'expertise en matière d'étude de projets par exemple, afin de rendre leurs dossiers bancables et donc éligibles aux financements bancaires. Des ordonnances et des lois régissant le monde des affaires sont en effet, depuis ces dernières années, subitement remises en cause par de simples dispositions introduites dans les lois de finances annuelles et complémentaires, mettant en cause le devenir de milliers de PME qui avaient établi leurs business plans sur la base de la législation en vigueur. L'obligation de résultats étant la vertu cardinale des PME privées, il est bien évident que de telles pratiques ne sauraient donner confiance aux promoteurs qui engagent leur propre argent pour créer de nouvelles sociétés ou développer des investissements susceptibles d'améliorer les performances productives de leurs usines. On comprend pourquoi, le FCE a inscrit aux premiers rangs des revendications adressées au gouvernement algérien, la stabilité du droit des affaires durant au minimum cinq années note (Grim, 2012).

1.3. Pour une autre vision du financement bancaire en Algérie :

1.3.1. Le rôle des banques dans les opérations financières :

Le rôle des banques dans les opérations financières est très important :

- Elles sont les conseillers éclairés et écoutés des émetteurs et épargnants ;
- Vis –à –vis des émetteurs, les banques précisent avec les sociétés les plans de financement qui leur sont proposés ; elles orientent leurs clients vers tel type d'opération adaptée à leurs besoins. Elles mettent au point la formule retenue ;
- Vis-à –vis des épargnants : transmissions d'informations, centralisations et diffusions de renseignements économiques ou boursiers, suggestions de placement sont les principales formes du rôle de conseiller tenu par les banques ;
- Les banques sont également des intermédiaires entre l'offre et la demande de capitaux à long terme ;
- Intermédiaires naturels entre offre et la demande de capitaux à long terme, les banques ont un rôle important à jouer sur le marché financier, dans le placement et l'émission de valeurs mobilières et pendant la durée de la vie des titres ; c'est par elles que se nouent les rapports entre émetteurs et épargnants. A cet effet, les banques en Occident ont constitué des services spécialisés dont l'importance et l'appellation varient selon les établissements : affaires financières, services des titres et services de la bourse en Occident.

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques doivent également entreprendre un certain nombre d'actions :

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ;

- La poursuite d'une politique d'octroi de crédits sains et rentables ;
- Une dynamisation de la relation banque-entreprise ;
- Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds de développement des investissements afin de pallier l'insuffisance de l'autofinancement des investisseurs ;
- Assister les entreprises en matière de : restructuration, d'ingénierie financière ;
- L'optimisation de l'outil informatique ; La formation du personnel ; L'extension du réseau bancaire ;
- Développer la désintermédiation, ou une partie de l'intermédiation bancaire s'effectuera par le biais du marché financier et non plus uniquement par le marché du crédit ;
- Inciter les banques étrangères installées en Algérie à favoriser le financement de l'entreprise algérienne.
- La modernisation des systèmes de paiements ;
- Le problème de la réhabilitation des moyens de paiements (chèque, virement, lettre de change, carte de crédit etc.) se pose avec acuité et conditionne la bancarisation de l'économie qui enregistre un déficit croissant dans les circuits de règlement ;
- La maîtrise des risques : la nécessité pour les banques d'introduire plus de rigueur dans l'évaluation et l'appréciation des concours qu'ils accordent aux opérateurs ;
- L'innovation par l'élargissement de la gamme des produits offerts aux fins de collecter plus d'épargne tout en améliorant les rendements et mobiliser plus de ressources pour les réinjecter dans l'économie...

(Lamiri, 2013) note que nous avons un système financier à 90% public qui consacre l'essentiel de ses activités à l'importation et un volume important de ses crédits à financer les entreprises publiques déstructurées qui n'ont aucune chance d'améliorer leur efficacité et de rembourser leurs crédits.

(Benachenhou , 2021) souligne que les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? Certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce .

Pour rentabiliser au mieux les chantiers de modernisation du système bancaire, il devient impératif de remodeler totalement la vision en cours qui consiste à donner les moyens sans exiger de l'efficacité. Il est certain que pour se hisser au niveau souhaité, il convient de travailler dans les directions suivantes sans perdre de vue la relation banque-entreprise et ce, grâce à une stratégie réfléchie.

1.4. Le développement de la finance alternative : solution en vue de drainer davantage d'épargne :

1.4.1. Des instruments financiers sans marché en Algérie :

Beaucoup de pays qui étaient dans la situation de l'Algérie et qui ont entamé les réformes économiques à la même période offrent aujourd'hui aux agents économiques une instrumentation et des mécanismes financiers adaptés aux signaux du marché. Qu'ils s'agissent de PME ou de grandes entreprises, les demandes encadrées par des mécanismes qui donnent la pleine mesure à l'économie de marché. Il en est ainsi du leasing, du capital investissement, de la titrisation, des fonds d'investissements, des fonds de garanties, de la bourse des organismes de placements de valeurs etc. Tous ces produits en vogue dans la plupart des pays convertis à l'économie de marché ont été initiés pour certains dans un contexte de crise et pour d'autres dans un contexte d'aisance financière.

Dans les deux situations, ils ont permis au marché de se développer et de négocier la contrainte du financement qui conduit au blocage de la mécanique lourde de l'économie. Satisfaire les besoins ne suffit pas, il faut en susciter d'autres pour faire marcher l'économie et croître sans

cesse. Aussi, avec la mondialisation, les techniques financières se sont standardisées. Notre pays a suivi le mouvement de manière administrative avec la volonté de mettre à la disposition du marché les techniques de financement les plus répandues et faciles à maîtriser par les prescripteurs. Mais ces nouveaux mécanismes de financement restent portés uniquement par les textes législatifs. Ils ne sont pas encore opérationnels pour différentes raisons. Certains dispositifs ont été introduits dans notre législation depuis deux décennies sans aucune déclinaison sur le terrain. D'autres ont été défendus et soutenus bec et ongles par leurs initiateurs sous le sceau de l'urgence parce qu'il apportait la bonne réponse aux problèmes qui sont posés, simplement, ils ne sont pas opérationnels à ce jour. Cette boulimie des mécanismes de financement n'a pas fait prospérer l'activité économique qui reste dépendante du seul marché du crédit et on se retrouve aujourd'hui avec des dispositifs inexploités qui ont fait leur preuve dans des contextes similaires. Aussi, on se retrouve dans le domaine de la finance avec des textes de lois sans prise sur la réalité, soit parce que cette dernière n'est pas assez mouvante pour les faire prospérer soit que la règle juridique, c'est-à-dire l'instrument ou le produit sont simplement projetés dans un futur incertain. Dans les deux cas, on aboutit au même résultat. Le factoring par exemple prévu par le code de commerce n'a toujours pas trouvé forme pour venir au secours des entreprises qui sont dans une impasse de trésorerie en raison des longs délais de paiement qu'elles subissent et les contraintes liées au recouvrement des créances. La plupart des textes pris en matière financière ont certes innové en introduisant de nouvelles techniques, mais souvent ces techniques qui sont utilisés ailleurs ne trouvent pas dans notre pays un point d'appui pour se diffuser dans l'économie. Ce qui pose le problème de l'adaptation de ces règles au contexte local et l'environnement juridique national qui n'est toujours pas permissif parce que les relations entre opérateurs ne sont pas normées. Aussi, dans ce cadre la banque algérienne à un rôle important à jouer. Les banques et autres institutions financières font que les marchés financiers fonctionnent. Sans elles, les marchés financiers ne seraient pas capables de transférer les fonds des agents qui épargnent vers ceux qui ont des projets d'investissement. Par conséquent, leurs effets sur l'ensemble de l'économie sont importants indiquent (**Mishkin, Bordes, Haut cœur et al ,2007**)

1.4.2. Les produits de placement :

Les banques algériennes pour accroître l'offre de crédit n'ont pas étendue aux produits de placement. En fait deux produits offerts au public depuis des lustres en dehors du livret d'épargne, les dépôts à terme et les bons de caisse ? C'est dire qu'en l'absence d'autres opportunités pour faire travailler son argent ; les deux produits classiques ont encore de beaux jours devant eux. Les produits de substitution ne sont pas encore façonnés par les banques.

(**Langlois, Mollet, 2011**) soulignent qu'au cours des années 80, le marché financier français a connu un essor caractérisé par la forte progression des émissions de valeurs mobilières et du volume des transactions boursières, et par la création de nouveaux produits financiers offerts aux investisseurs. Actuellement, les marchés financiers perdent leur caractère national. Ainsi, est née le 22 septembre 2000 Euronext, véritable bourse paneuropéenne transnationales, résultant de la fusion entre les bourses d'Amsterdam, Bruxelles ; Lisbonne et Paris expliquent.

1.4.3. Développement de l'économie numérique pour une modernisation bancaire et financière :

A : Le paiement électronique et augmentations du nombre d'agences bancaires en Algérie : Un atout majeur

Parmi les mesures fondamentales qu'il faut prendre, c'est la mise en place des moyens de paiement modernes ayant pour support les technologies de l'information et de la communication. Le besoin de l'utilisation de ces moyens de paiement modernes : internet, cartes de crédit... se font ressentir à la faveur de l'accroissement des transactions commerciales à l'intérieur comme à l'extérieur. Le nombre d'agences bancaires doit également être revu à la hausse, car avec 1650 agences sur un territoire aussi vaste que le nôtre, il devient difficile de bancariser toutes les liquidités qui circulent en Algérie. Aussi, il est nécessaire à notre sens, que la réforme bancaire doit inclure dans son programme une augmentation substantielle du nombre

d'agences. La réforme du système bancaire national est étroitement liée à la transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production de richesses souligne (**Grim, 2012**)

2. Un marché financier performant en Algérie : Levier fondamental pour une émergence économique en Algérie

(**Nouioua ,2017**) souligne qu'un marché financier ne s'improvise pas. Il se constitue graduellement dans la mesure où les dispositions à prendre sont menées d'une manière judicieuse de façon à accroître les transactions tout en les rendant attractives aussi bien pour ceux qui font l'offre que pour ceux qui font la demande. En devenant actif le marché financier fournira de nouveaux instruments financiers susceptibles de drainer vers les entreprises, l'Etat ; les institutions publiques de substantielles ressources. Celles-ci, alors qu'elles étaient inutilisées ou mal utilisées, vont ainsi servir à développer les activités au profit de l'économie nationale. Les marchés financiers permettent l'organisation optimale des transferts entre prêteurs et emprunteurs, en garantissant que ceux-ci s'effectuent au juste prix et à moindre coût : efficacité organisationnelle. Mais pour que des agents : individus, sociétés, banques acceptent de prêter des fonds, il faut qu'ils puissent en tirer une certaine rémunération car ils renoncent à disposer de leur argent sur la période du *prêt* (**Burlaud ,Thauvron , Varch, 2007**) . (**Carroué ,2015**) note pour sa part que les marchés financiers sont organisés juridiquement, techniquement et économiquement en systèmes par de grands acteurs : Etats, banques, assurances ; fonds... par leurs pouvoirs de décision, leurs exigences, leurs critères et au final, leur action ; ils contribuent à remodeler en permanence à leur profit l'espace mondial en intervenant sur les différents marchés spécialisés des capitaux : monnaies et devises, actions, dettes ; matières première... Au total ; ils pilotent et organisent largement et concrètement par leurs stratégies la vie quotidienne et l'action journalières de milliards d'individus ; parfois jusque dans les espaces les plus reculés de la planète.

2.1. La bourse des valeurs mobilières : vecteur important pour le financement des entreprises en Algérie

Les opérations boursières en Algérie peinent à décoller et à jouer le rôle qui leur incombe. Une économie de marché, au fur et à mesure que le développement économique s'approfondisse, la place boursière prend de l'ampleur. Le rôle économique d'une place boursière est important. En plus de permettre le financement du développement des entreprises, une bonne place boursière constitue un lieu où s'évalue la qualité managériale des entreprises et la vigueur macroéconomique du pays. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive.

(**Mishkin, Bordes, Haut cœur, Labarthe , 2007**) mettent en évidence que les marchés financiers qui fonctionnent bien sont un facteur clé dans la production d'une croissance économique élevée, alors que les marchés inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays dans le monde restent pauvres. Les activités sur les marchés financiers ont également des effets directs sur la richesse individuelle, et le comportement des entreprises et des consommateurs, et sur les fluctuations économiques.

2.2. Peut-on développer le marché financier en Algérie ? :

Nous considérons que les deux piliers fondamentaux d'un marché financier sont le système bancaire et la bourse des valeurs. Le premier présente un aspect archaïque (banques publiques) et la seconde institution n'existe presque pas. Dans une économie de marché, le marché financier représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché financier. Ce handicap risque de peser lourdement dans la progression du processus de réformes et la relance de la croissance sur des bases saines et durables et donc sur la culture de la gestion stratégique dans les entreprises.

Il ya évidemment beaucoup de choses à faire et à encourager pour développer nos marchés financiers. Il s'agit d'un travail de fond et de longue haleine, mais les résultats seront perceptibles très rapidement si on enclenche une dynamique de mouvement et si on est animé d'une volonté à la hauteur des enjeux en question pour l'avenir de notre économie. La bourse est un moyen de lever et renforcer ses fonds propres. Une entreprise en forte croissance a besoin de fonds propres et ne peut financer sa croissance uniquement par dette bancaire. Les banques peuvent refuser de s'engager si le niveau d'endettement est trop élevé. Ensuite, parce que les entreprises ne doivent pas être trop endettée : l'entreprise devient trop vulnérable et les actionnaires risquent de tout perdre en cas de difficulté conjoncturelle. Il ya un équilibre entre les fonds propres et la dette qu'il est sain de respecter.

(Lakhlef, 2014) met en relief que le développement de nos marchés financiers tout comme le développement de notre économie est un travail de fond et de longue haleine. Mais les résultats peuvent être perceptibles dès lors que l'on instaure une dynamique de mouvement et si on est animé d'une volonté à la hauteur des enjeux que cela représente. Les enjeux sont considérables pour le pays, aucune stratégie économique, quelque soit la volonté politique affichée par les pouvoirs publics, ne peut réussir sans l'apport conséquents des entreprises.

Selon **(Bouzar ,2010)** la bourse constitue un site économique et financier important pour jouer un véritable rôle dans le passage de l'économie d'endettement vers une économie régulée par le marché. Les opérations boursières en Algérie peinent à décoller et à jouer le rôle qui leur incombe. Une économie de marché, au fur et à mesure que le développement économique s'approfondisse, la place boursière prend de l'ampleur. Le rôle économique d'une place boursière est important. En plus de permettre le financement du développement des entreprises, une bonne place boursière constitue un lieu où s'évalue la qualité managériale des entreprises et la vigueur macroéconomique du pays. Lorsque la tendance boursière de l'indice général est à la hausse, ceci signifie que les investisseurs ont confiance dans cette économie. Ils sont aptes à prendre des risques, à financer l'innovation, l'économie de la connaissance et les moteurs de la croissance de demain. Une baisse régulière des cours des actions indique que les entreprises boudent le pays. La bourse est une nécessité où on peut lire les perspectives économiques du pays. Les décideurs publics peuvent ajuster leurs politiques macroéconomiques à partir des indications boursières. Il en est de même pour le management d'une entreprise. Les cours des entreprises bien gérées s'améliorent. Ceux des firmes mal appréciées par la communauté des affaires se détériorent. Bien souvent, les managers ajustent leur management interne en fonction des réponses de la place boursière. Aussi, la bourse constitue un instrument en plus à la disposition de l'encadrement pour piloter l'entreprise. Un pays qui ne développe pas suffisamment sa place boursière se prive d'un formidable outil de renationalisation macroéconomique et d'amélioration de la compétitivité des entreprises. En l'absence d'une bourse dynamique, les décideurs font référence dès fois à leur intuition. Lorsqu'on ignore les outils de pilotage macroéconomique et managériaux, il est difficile de prouver qu'on est dans l'erreur. Le marché financier a connu au cours des dernières années un développement particulièrement important en Occident. L'essor des principales bourses a facilité l'accès aux capitaux dont les entreprises industrielles et commerciales ont eu besoin pour investir soulignent **(Biales, Leurion, Rivaud ,2007)**.

Tableau 2 : mettant en relief les Indicateurs de la bourse d'Alger au 31/10/2020

Capitalisation boursières	42,69 milliards de Dinars
Nombre de sociétés cotées	05
Rendement net des actions cotées	Entre 5,83% et 10.98%
Encours des obligations du trésor public	398,42 milliards de dinars

Evolution de l'indice : Dzair Index	<ul style="list-style-type: none"> • +26,17% depuis sa création le 03/01/2008. • - 2,43% du 01/01/2020 au 31/10/2020.
PER (Price-earning ratio)	<ul style="list-style-type: none"> • Biopharm : 5,06% • Alliance assurances : 5,64% <ul style="list-style-type: none"> • Saidal : 5,77% • EGH Chaine El Aurassi : 9,31% <ul style="list-style-type: none"> • NCA Rouiba : 19,50%
Nombre d'investisseurs en bourse	Plus de 13300 investisseurs

Source : *Revue El Watan Economie du 6 novembre 2020.*

- La capitalisation boursière demeure faible, le nombre d'entreprises cotées également ;
- La bourse constitue une alternative aux financements bancaires dans la conjoncture actuelle. D'où la nécessité pour la bourse de recourir à ce mode de financement et redynamiser ce marché. Toutefois, le lancement d'un compartiment dédié au financement des petites et moyennes entreprises : PME en 2012 n'a pas changé la situation, ce qui fait qu'aujourd'hui, les entreprises ne se bousculent toujours pas à la bourse ;
- Les banques sont plus regardantes face au stress de liquidités. Une opportunité à saisir par la bourse pour assurer le décollage des entreprises afin de jouer un rôle dans le financement de l'économie nationale et réussir au final son intégration comme un mécanisme incontournable dans les circuits de mobilisation de l'épargne vers la sphère productive.

3. La modernisation managériale : un enjeu majeur pour la réussite de la réforme bancaire et financière en Algérie

Le management en tant que culture de gestion visant à l'usage optimal des moyens de production de l'entreprise est imposé par l'environnement institutionnel, politique et social, ce n'est pas seulement une addition de techniques neutres choisies en toute liberté par le manager et valides dans tous les contextes économiques et sociaux et sous tous les cieux. En effet, avant de se lancer dans le processus de réflexion stratégique qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de l'entreprise, il y a lieu de réhabiliter le rôle stratégique des ressources humaines. La gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation (**Alary, Laloup, Stroussi, 2010**). L'amélioration des performances par le développement des ressources humaines s'avère donc un impératif majeur pour les banques algériennes.

3.1. Les compétences : levier social de performances et d'innovations

Un autre pan de la littérature en management stratégique s'est demandé pourquoi des entreprises (la banque étant elle-même une entreprise) qui relèvent pourtant d'un même secteur d'activité ne sont pas égales en termes d'efficacité et de performance ? L'explication organisationnelle que fournit la théorie des ressources est fondée sur l'idée que ce sont les caractéristiques internes de l'entreprise qui sont seules susceptibles de rendre compte de ces réussites différenciées. La gestion des connaissances est une source possible d'obtention d'un avantage concurrentiel durable pour une entreprise bancaire; Cela suppose dans un premier temps de montrer que la connaissance peut être analysée comme une ressource. Cette approche d'ordre économique doit s'enrichir ensuite d'une approche plus organisationnelle pour montrer que les connaissances ainsi détenues peuvent favoriser la coordination interne et par la même contribuer par leur mise en cohérence à la création de valeur pour les clients (**Pallas, Labaki, 2005**). Les compétences sont au cœur de la gestion des ressources humaines. Pour qu'elles puissent devenir un véritable levier de performance et d'innovations, l'entreprise algérienne (la banque) doit non seulement

en dresser l'inventaire ; mais elle doit surtout faire en sorte d'anticiper les mutations à venir pour s'adapter à toute forme de changement.

3.2. La valorisation des ressources humaines dans le domaine bancaire et financier en Algérie : un impératif pour une émergence d'un marché financier et des institutions bancaires performantes

Selon (Oualet, 2009) l'entreprise est un ensemble de processus qui met en interaction plusieurs activités pour générer une valeur ajoutée et créer des richesses. Les processus doivent être gérés convenablement pour assurer la performance de l'entreprise : c'est le système de management général de l'entreprise. La pertinence de ce système préfigure l'efficacité du système de management de la qualité de l'entreprise.

Le capital humain est un moteur fondamental de la croissance économique. L'investissement dans le capital humain s'est en effet avéré déterminant pour la création de conditions favorables à la promotion d'une croissance économique durable et de l'emploi note pour sa part (Rezig, 2006). Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux véritables priorités : le développement humain, la modernisation technologique et managériale et le financement de l'économie productive. La Pologne, la Chine et d'autres pays viennent de nous administrer une belle leçon en la matière. Ils ont recyclé pratiquement toutes les ressources humaines opérationnelles en quelques années, en plus de moderniser rapidement en profondeur leur système éducatif pour mieux prendre en charge les futures générations. Le management est l'arme la plus redoutable et la plus efficace que les nations modernes utilisent pour maintenir et creuser leur suprématie économique et technologique sur le reste estime (Lamiri, 2013).

3.3. La formation de nouveaux managers dans le domaine bancaire et financier : une nécessité pour une amélioration de la qualité de service

3.3.1. La formation bancaire de haut niveau : un enjeu important

Pour faire face à la concurrence mondiale, il est nécessaire que les banquiers algériens puissent avoir une formation bancaire d'un niveau Occidentale et qui s'avère indispensable. Les banquiers doivent se former dans les différentes techniques afférentes aux nouvelles "technologies bancaires mondiales". On peut citer par exemple, les formations dans les domaines suivants :

- La communication financière et bancaire ; les techniques du commerce international ; Les techniques de financement des investissements ; le système d'information ; La gestion des risques ; l'informatique ; Les ressources humaines et le marketing ; L'évaluation des projets ; l'analyse financière des grands projets d'investissements ; L'audit bancaire. Il ya lieu également d'étudier les concepts qui sont légion en Occident notamment : La gestion des compétences ; La bonne gouvernance ; Le développement durable, ...etc.

Pour (Laurent et Dietrich, 2016) l'entreprise a besoin de collaborateurs motivés pour atteindre ses résultats. La motivation est considérée comme un facteur déterminant de la performance au travail. Une politique de formation en général doit répondre à deux objectifs :

- Permettre d'adapter les agents de l'entreprise aux changements structurels et aux modifications de travail impliquées par les évolutions technologiques, sociales et économiques ;
- Permettre de déterminer et d'assurer les innovations et les changements à mettre en place pour assurer le développement de l'entreprise d'une part, d'autre part mettre en œuvre la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation.

3.4. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : Un vecteur d'un management bancaire et financier des talents

L'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un pays: la formation de longue durée et de recyclage, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que

dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels. L'EFC doit concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises et les institutions financières et bancaires sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche. La mise à niveau des entreprises (la banque est considérée comme une entreprise) doit concerner à la fois l'appareil productif et les ressources humaines de plus en plus qualifiées pour y relever leur niveau technique (maîtrise de l'informatique) et managériale (langues étrangères, techniques de communication et de marketing. La mise en place de structures de planification et de prospective, de veille technologique s'impose également, dans la mesure où elles sont à l'EFC ce que les plans de bataille sont aux états major. La planification et la programmation trouvent leur pleine signification dès lors que l'anticipation et la projection vers le futur sont prises en compte. La gestion de la connaissance est vitale car elle permet d'accroître les performances, d'élargir les marchés, d'innover de manière déterminante, de recruter stratégiquement et de transmettre le savoir. Les compétences sont au cœur de la gestion des ressources humaines. Pour qu'elles puissent devenir un véritable levier de performance et d'innovations, l'entreprise doit non seulement en dresser l'inventaire ; mais elle doit surtout faire en sorte d'anticiper les mutations à venir pour s'adapter à toute forme de changement souligne également (**Buck, 2014**).

(**Djeflat, 2014**) note qu'une enquête auprès d'un échantillon de PME en Algérie montre que près de la moitié (44%) n'ont aucun investissement dans l'immatériel. La plupart des entreprises et notamment les PME ne disposant pas de services de R-D. A titre comparatif, les PME Françaises consacrent entre 3% et 4% de leur chiffre d'affaires à la dépense en R-D et participent entre 10% 20% au PIB., la Finlande (58%), La Suède (37%), les USA (30%) ; l'Allemagne (30%) et le Japon (22%). La maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de notre pays, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde du développement économique et social. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chances d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu, les ressources humaines constituent à cet effet, un trésor inépuisable.

3.5. La bonne gouvernance économique et financière : un levier majeur pour une efficience bancaire et financière en Algérie

3.5.1. Le déficit managérial : un frein à la bonne gouvernance

Le déficit chronique de management de la majorité des banques se manifeste à travers un ensemble de pratiques, dont nous énumérons, ci-après, les principales :

- Absence de délégation de pouvoir et de synergie entre les différents organes de gestion ; Incapacité à maîtriser les mutations de l'entreprise et son environnement ; Démotivation croissante des personnels et tendance à la destruction de potentiels de compétence ; Absence d'initiatives stratégiques dans la prise en charge des contraintes, et dysfonctionnement de l'entreprise ; Prédominance de la culture du conflit sur la culture de la coopération entre les différents partenaires de l'entreprise ; Prédominance des pratiques informelles de gestion ...

(**Okamba, 2010**) indique qu'il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises.

L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Parmi les leviers fondamentaux de rupture pour un développement économique

harmonieux et une efficacité institutionnelle en Algérie, il y a lieu de mettre en lumière : la gouvernance. Aussi, la gouvernance recouvre l'ensemble des mécanismes qui ont pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants ; autrement dit qui gouvernent leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire affirmé (Wirtz, 2008)

3.5.2. La modernisation de la gouvernance des institutions bancaires et financières : une nécessité vitale en Algérie

(Lamiri, 2013) indique qu'en management on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence, Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu d'être créateur de richesses. Schumpeter, le célèbre économiste a bien compris la relation entre l'efficacité de l'Etat et l'efficacité de la relance économique.

Le banquier algérien est, dans une certaine mesure, le produit d'une bureaucratie, d'un système longtemps marqué du sceau de l'injonction politico-administrative, et certains réflexes, nés du poids des habitudes négatives, continuent d'entraver l'évolution des relations banques-entreprises. Il est vrai qu'un effort d'adaptation est également demandé aux chefs d'entreprises. Beaucoup d'entre eux restent imprégnés des principes d'assistance qui caractérisent l'économie dirigée. Les uns continuent d'assimiler le crédit à une aide obligatoire de l'Etat, tandis que d'autres le considèrent comme un droit acquis renouvelable, à perte de vue.

De la banque administrée d'hier à la banque autonome d'aujourd'hui, la rupture doit nécessairement et définitivement se produire sur tous les plans et notamment au niveau des mentalités. L'économie de marché, ce n'est pas seulement une organisation socio-économique, c'est aussi un état d'esprit et une culture. L'enjeu est de taille, car l'activité bancaire revêt une dimension stratégique. Les contraintes rencontrées dans ce domaine sont de plusieurs ordres. De la banque administrée d'hier à la banque autonome d'aujourd'hui, la rupture doit nécessairement et définitivement se produire sur tous les plans et notamment au niveau des mentalités.

Les banques doivent consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance.

4. Les autres leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une réforme fondamentale du système bancaire et financier en Algérie :

4.1. Le conseil bancaire à la clientèle et la formation du personnel : une nécessité vitale

La banque devra axer sa stratégie également sur deux points importants :

- La formation du personnel ;
- L'importance du service conseil bancaire à la clientèle : Nous pensons, en fait, qu'il constitue à notre sens une innovation dans le domaine bancaire, car un des rôles essentiels de l'institution financière est de conseiller ses clients et être à leur entière disposition. Malheureusement, ce rôle a été délaissé dans nos banques.

4.2. Mieux appréhender les aspects humains et relationnels :

Parmi les critères qualitatifs faisant partie du processus de décision, nous pensons qu'il ne faut pas sous-estimer la dimension interindividuelle entre le dirigeant d'entreprise et le banquier. Le marketing relationnel connaît un engouement certain dans les entreprises de services en Occident depuis plusieurs années ; la banque prend aujourd'hui conscience de son importance pour fidéliser ses clients. La gestion de la relation client permet de répondre à toutes les questions posées.

4.3. Les autres actions à entreprendre :

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques doivent entreprendre un certain nombre d'actions :

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ;

- La poursuite d'une politique d'octroi de crédits sains et rentables ;
- Une dynamisation de la relation banque-entreprise ;
- Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds de développement des investissements afin de pallier l'insuffisance de l'autofinancement des investisseurs ;
- Assister les entreprises en matière de : restructuration, d'ingénierie financière ;
- L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations ;
- L'optimisation de l'outil informatique ; La formation du personnel....
- L'extension du réseau bancaire.

La banque étant d'elle-même une entreprise, ses activités doivent reposer sur une stratégie. Pour s'en donner une, la banque procède en la matière comme n'importe quelle entreprise.

(Lamiri , 2013) met en relief dans le cadre ayant trait aux réformes du secteur financier ce qui suit :

- Elaguer le domaine d'activité de l'importation en l'état aux banques privées ;
- Transformer par une ingénierie financière adéquate plus de la moitié des banques commerciales publiques en banques d'investissement ;
- Financer les entreprises publiques et privées qui réussissent en plus d'aider à en créer d'autres ;
- Les priorités du secteur financier sont les mécanismes d'affectation des ressources. Il s'agit de mettre en avant les grands préceptes qui guident ces réformes. Le principe numéro un devrait être le financement prioritaires des entreprises privées et publiques productives efficaces sans aucune discrimination

Conclusion :

Arrivé à la fin de notre modeste communication, nous tenterons de mettre en relief nos principaux résultats.

Quels sont les transformations à mettre en œuvre pour une réforme fondamentale du système bancaire et financier en Algérie ? Telle a été la question principale de notre problématique. A cet effet, nous avons tenté de mettre en œuvre dans notre communication les transformations nécessaires à travers les différents leviers cités pour une réforme bancaire et financière capable de diversifier l'offre de financement et dynamiser le marché du crédit dans notre pays. En effet, dans le contexte de libéralisation en cours de l'économie algérienne, il s'agit pour la banque de soutenir la relance économique dans tous les secteurs d'activité. Les besoins du marché sont importants. Mais cela ne peut se faire que par une autre vision des entreprises et un autre type de relations que celles qui ont souvent prévalu jusqu'à maintenant. Dans une économie de marché, le marché financier représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché financier. Ce handicap risque de peser lourdement dans la progression du processus de réforme et la relance de la croissance sur les bases saines et durables. La réussite des réformes impliquent un environnement favorable. Dans ce cadre, il est clair que la dynamisation et la modernisation du secteur bancaire et financier constituent, incontestablement, des défis qui interpellent l'Etat.

Bibliographie :

Alary AM, Lallouf I, Stroussi A (2010) : Management des organisations ; Editions Berti ; Alger

Benachenhou A (2015) : L'Algérie, sortir de la crise. El Diwan, Alger.

Burlaud A, Thauvron A, Guy Varch et al (2007) : Finance. Editions Foucher ; Paris.

Bouzar C (2010): Systèmes financiers : Mutations financières et bancaires et crise. Editions El Amel, Alger.

Biales M, Leurion R, Rivaud JL (2007): L'essentiel sur l'économie. Berti Editions, Alger.

Buck JY (2014) : Des ressources humaines aux ressources de l'excellence ; Editions Afnor, Paris.

- Carroué L (2015) :** La planète financière : capital, pouvoirs, espace et territoires. Editions Armand Collin ; Paris.
- Djefflat A (2014) :** L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé. Ouvrage collectif sous la direction de Mebtoul A et Camille Sari. Oran ; Editions Anwar El Maarifa
- Grim N (2012):** Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie .Casbah Editions, Alger
- Lamiri A (2013):** La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Chihab Editions, Alger.
- Langlois G, Mollet M (2011):** Manuel de gestion financière. Berti Editions, Alger.
- Laurent T , Dietrich A (2016) :** Management humain.; Editions De Boeck, Bruxelles
- Lakhlef B (2014):** Créateur d'entreprise. Dirigeant d'entreprise. Alger-Livre-Editions.
- Mishkin F, Bordes C, Haut Cœur PC et al (2007):** Monnaie, Banque et marchés financiers. Editions nouveaux horizon, Paris.
- Mihoubi. S (1998) :** L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Editions OPU ; Alger .
- Nouioua B (2017) :** Le dinar algérien. Passé et présent. Editions Casbah, Alger.
- Ouaret A (2009) :** Les dirigeants face à la performance de leurs entreprises ; Editions GAL, Alger.
- Okamba E(2010) :** La gouvernance. Une affaire de société ; Edition L'Harmattan ; Paris
- Pallas V, Labaki R (2005) :** Management de la banque : risques, client, organisation. Ouvrage coordonné par E Lamarque. Edition Pearson Education ; France.
- Rezig A (2006) :** Algérie-Brésil-Corée du Sud : Trois expériences de développement ; Editions OPU, Alger.
- Sari C (2011) :** Algérie et Maroc : Quelles convergences économiques. Editions Cabrera et All Media ; Alger.
- Wirtz P (2008) :** les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise ; Editions la découverte ; Paris.